

profil

Numéro 97, Août 2014

Évaluation du Programme de pays au Sénégal

Le Sénégal, économie émergente avec un taux de croissance de 3,5% en 2012, est l'un des régimes politiques les plus avancés d'Afrique subsaharienne en termes de démocratie. Cependant, la prévalence de la pauvreté y reste élevée et est plus sévère en milieu rural.

Les investissements de l'État dans l'agriculture sont importants, mais sans toutefois arriver à stimuler en conséquence la croissance du secteur, car d'autres facteurs ont joué contre les effets positifs de ces investissements, y compris les bas prix agricoles et les politiques de marketing et de subventions qui peuvent éroder ou annuler le bénéfice de l'investissement dans l'agriculture.

Depuis le début de ses opérations au Sénégal en 1979, le FIDA a financé 16 projets dans le pays, pour un montant de 208,6 million USD. Les prêts du FIDA ont contribué à un meilleur accès des petits producteurs aux services et innovations agricoles durables et variés, au soutien aux organisations de producteurs, en combinaison avec l'investissement en infrastructures agricoles, et avec une attention grandissante à la rentabilité économique, ceci en vue de créer un secteur agricole rémunérateur et performant.

Les principaux constats de l'Évaluation

Le partenariat FIDA/Gouvernement a adopté une approche transversale bénéfique pour le développement agricole, en combinant la participation importante des bénéficiaires dans la recherche de solutions endogènes, avec des infrastructures liées à l'agriculture qu'ils peuvent gérer eux-mêmes. Et aussi en accordant une attention croissante à la rentabilité économique dans une perspective de filière agricole, stimulant ainsi le dialogue entre tous les acteurs, comme les opérateurs de marchés et les organisations de producteurs.

Même si l'Évaluation constate un certain succès au niveau des projets, elle relève, par contre, un manque de durabilité des résultats au-delà de la vie des projets. Ces lacunes sont symptomatiques d'une faiblesse systémique qui réduit les augmentations



Les capacités de gestion stratégique des organisations de producteurs sont renforcées par les projets appuyés par le FIDA.

©FIDA/Anne-Marie Lambert

SÉNÉGAL EN CHIFFRES

Population: **13,7 millions (2012)**

Taux de croissance de la population: **2,9% (2012)**

Taux de croissance annuel du PIB en termes réels: **5,7% (2008-2011)**

Prévalence de la pauvreté: **46,7% au niveau national et 57,1% dans les zones rurales (2011)**

Proportion du PIB agricole sur le PIB total: **14,8% (2011)**

Espérance de vie à la naissance: **63 ans (2011)**

Index de développement humain: **0,470 (2012) - classé 154ème sur 185 pays**

Volume des prêts du FIDA 1979-2012: **173,6 millions d'USD**

Sources: Banque Mondiale - Rapport sur le développement dans le monde 2012; Programme des Nations Unies pour le développement - Rapport sur le développement humain 2012; Population Reference Bureau - World Population Data Sheet 2012.

prometteuses de la productivité et des revenus spécifiques aux projets, et ceci malgré l'appropriation locale croissante au niveau gouvernemental et non gouvernemental. La sécurisation foncière et le crédit rural faisaient partie de ces projets, mais ils nécessitent des efforts stratégiques pour des résultats durables.

Le programme a particulièrement bien réussi à renforcer les capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations. De nombreuses organisations de producteurs appuyées par le programme de pays sont de plus en plus autonomes et capables de gérer leurs affaires courantes. Cependant, les capacités d'analyse et de négociation sont encore limitées dès que des facteurs imprévus surgissent. Dans l'appui aux entreprises rurales, des efforts sont à déployer pour viser une plus grande durabilité, dans une perspective de filières et en connexion avec le reste du programme de pays.

En ce qui concerne l'impact, les éléments les plus probants sont le renforcement du capital social, l'amélioration de la production agricole et de la sécurité alimentaire. Le portefeuille a aussi engendré des impacts positifs au niveau des institutions et des politiques, mais ils sont limités par le résultat partiel de la réforme du secteur agricole et l'approche fragmentaire face aux grands défis de l'environnement, de la gestion durable des ressources naturelles et du changement climatique.

Les projets ont fait preuve d'innovations, surtout dans les techniques de production, dans la recherche, dans le conseil agricole de proximité et le domaine pastoral. Cependant, leur mise à échelle est limitée par les capacités fiscales du Gouvernement et par l'insuffisance de co-financement de la part d'autres partenaires de développement.

La stratégie de pays reflète l'évolution des stratégies du FIDA et est en phase avec les priorités du Gouvernement. Elle est mieux orientée vers le développement local. La durabilité environnementale et le changement climatique ont été abordés dans la pratique et de façon ponctuelle durant la mise en œuvre des projets, mais pas encore d'une manière stratégique. Un autre facteur à prendre en considération dans le prochain programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) est la recherche de synergies plus fortes entre les prêts et les activités hors prêts, qui inclut la concertation sur les politiques publiques, développement des partenariats et gestion des connaissances.

Les recommandations stratégiques principales

- Continuer de miser sur les avantages du programme, soit le renforcement des organisations paysannes, l'investissement en capital et le renforcement des relations commerciales et des filières.
- Continuer à soutenir l'entreprise rurale en la circonscrivant aux filières agricoles et à appuyer les institutions relais plutôt que de soutenir les entreprises individuelles ou la création de nouvelles entreprises qui pourraient ne pas survivre à la fin des projets.
- Définir dans le prochain programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) comment le FIDA et le Gouvernement renforcent davantage l'approche programme, et dans ce cadre, comment préserver les avantages du programme.
- Examiner comment les dons peuvent mieux soutenir les objectifs du COSOP et être plus stratégiquement en accord avec les objectifs plus larges du programme de pays.
- Avec d'autres donateurs, contribuer au développement continu du secteur agricole.
- Renforcer l'attention sur les résultats en relation avec l'égalité des sexes et accroître l'importance donnée au changement climatique et à la durabilité environnementale.



Matériel communautaire, Projet d'appui aux filières agricoles.

©FIDA/Anne-Marie Lambert

Pour en savoir plus:

République du Sénégal, Évaluation du programme de pays, Rapport N° 3317-SN, Août 2014, ISBN 978-92-9072-433-9, Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA, Via Paolo di Dono, 00142 Rome, Italie. Le rapport complet, profil et enseignements en Anglais et en Français sont disponibles en ligne à www.ifad.org/evaluation; courrier électronique: evaluation@ifad.org.